

Mais où sont les propositions pour transformer l'école ?

Daniel LE BRET

La critique est aisée mais l'art est difficile. C'est fort de son expérience d'instituteur et de syndicaliste enseignant que l'auteur se risque à quelques propositions d'amélioration de la relation pédagogique : discrimination positive, socle des connaissances, apprentissages collectifs, formation des enseignants et reconnaissance de la spécificité des métiers de direction des établissements.

L'abondance des avis, propos, rapport et autres essais sur l'école est impressionnante. Pourtant, quand on regarde les sujets traités, on s'aperçoit qu'on écrit beaucoup sur de petits segments de cette complexité. Le point commun « en creux » de la multitude de ces productions peut être caractérisé par trois constantes :

- Le point de vue « politique » est quasi marginal. La plupart du temps, il est délégué à des experts qui sont censés les représenter mais qui ne pèsent pas le même poids dans le débat public.
- Les propositions inédites et *constructives* pour une réforme qui propose d'agir en même temps sur plusieurs facteurs conjugués sont finalement quasi inexistantes.
- Les « effets d'annonce » médiatiques privilégient généralement un point particulier parfois même une vision parcellaire, et très souvent réduites au seul champ scolaire. Exemples récurrents : la dictée, le redoublement, l'autorité, etc...

Nous sommes saturés d'information sur tout ce qui ne va pas, mais sous alimentés quand il s'agit de perspectives de transformations qui fassent « socialement » sens. On s'en rend compte lorsqu'on examine attentivement les « projets » ou « programmes » de ceux qui effacent d'un slogan « flamboyant » la dette de notre pays et autres contraintes financières. Ceux qui défendent cette idée de budget disponible quasi illimité sont par contre relativement modestes sur l'ampleur des réformes qui sont censés les accompagner et sur les innovations préconisées. Le saint Graal semble être une validation du système actuel qui fonctionnerait mieux simplement en y ajoutant des moyens ! Mais les soi-disant plus « réalistes », ne tirent guère mieux leur épingle du jeu. Depuis à peu près 20 ans si l'on veut bien écarter, le déclaratif, « l'inaugurable », les susceptibilités de formes, les variations de styles, et pour le coup les effets médiatiques des ministres de l'Education qui se succèdent, la seule direction qui s'impose et celle de modifications à la périphérie du système - et encore.

Que les grandes réformes soient « violemment débattues » nous en sommes tous témoins. Qu'elles soient ou non appliquées cela reste un sujet qui semble n'intéresser personne, ou parfois simplement impossible à dire faute de remontées fiables. Chacun peut constater que s'agissant des caractéristiques de fond du fonctionnement du système éducatif, il est resté à peu près stable, fondé sur un même modèle, alors qu'il était confronté à la massification. Sans sous estimer les efforts conséquents effectués par les uns et les autres, les chiffres décrivent assez bien au moins un aspect incontournable de la réalité. Depuis 20 ans les élèves progressent régulièrement et cette progression suit la courbe de l'élévation nécessaire des qualifications requises pour une insertion professionnelle correspondante. Or les inégalités restent à peu près constantes pendant cette période. En clair, le système éducatif a heureusement été capable de suivre l'élévation de la demande, des évolutions de la société, et il faut rendre hommage aux enseignants qui ont réussi à doubler le nombre d'élèves accédant au BAC pendant cette période. De même, si seulement 13% des étudiants sont issus d'un groupe ouvrier qui constitue 35% de la population active, il n'empêche que ces étudiants sont parvenus – mais jusqu'à quand ? – à échapper aux déterminismes sociaux. Cependant, si l'on ne veut pas en rajouter à cette démagogie qui souvent tient lieu désormais de pensée politique, il faut dire dans le même mouvement qu'il n'a guère été possible d'aller bien au-delà. On pourrait même dire sur certains points comme l'accessibilité aux grandes écoles des élèves d'un milieu social modeste qu'on constate une régression !

Quels que soient les évolutions souhaitables, il ne peut plus y avoir ceux qui proposent un changement et ceux qui s'y opposent. Il convient plutôt de proposer une, deux, voire trois alternatives. Nous allons essayer de développer à minima quelques principes novateurs qui pourraient permettre de structurer une réforme ! Le rapport Thélot dont l'objet principal était de proposer une réforme, et qui rappelons le avait mobilisé près de 1 millions de personnes, a fini comme nombre de ses prédécesseurs aux archives, dans un carton. Pour notre part nous retiendrons de ce travail, le choix positif d'agir sur plusieurs paramètres simultanés, et pour le négatif, la commande politique de ce rapport qui refusait d'emblée « de tirer » la réflexion par une articulation avec la dimension de l'enseignement supérieur et de la recherche. Pour le reste, nous n'allons pas ici revenir sur l'appréciation de telle ou telle mesure mais pour nous faire réfléchir collectivement disons simplement que les oppositions les plus vives au rapport Thélot, est venue d'abord des ministres de l'éducation qui ont préféré comme les autres avant eux une nouvelle fois esquiver le risque politique d'une réforme globale.

1° L'égalité par l'inégalité

« Donner plus à ceux qui ont le moins » La formule de Alain SAVARY de 1992 doit être utilement complétée. Le problème de l'exception est qu'elle renforce la norme. Que les exceptions soient des individus comme avec les fameux « sauvages » stigmatisés par Jean-Pierre Chevènement ou des Zones territoriales comme les ZEP, cela renvoie à une philosophie du traitement des inégalités dont les marqueurs jouent eux mêmes un rôle paradoxal d'accentuation de ces inégalités, ainsi que le montre Eric Maurin. L'évitement territorial des « zones » modifie de fait la mixité sociale et par effet retour renforce l'inégalité scolaire. Il convient aussi de porter attention au bout de chaîne de plusieurs processus qui comme le montre François Dubet finissent par donner plus à ceux qui ont déjà plus ! La piste la plus prometteuse semble être celle qui prenne en compte la différence structurelle comme nouvelle norme. C'est-à-dire que le « donner plus » devient un processus permanent dans chaque établissement, et est inclus dans le temps proposé aux élèves par le système éducatif. Selon leurs résultats, les élèves disposeraient donc désormais du droit ouvert d'un temps particulier avec le professeur. Ni heure sup, ni bénévolat, ni rattrapage après la classe, désormais l'horaire de travail intègre la combinaison de deux formes d'intervention pour tous.

2° Laisser le temps d'apprendre

Aujourd'hui c'est à travers deux disciplines, le français et les maths, que se règle pour l'essentiel la scolarité. Les conséquences sont catastrophiques. Il s'agit d'un rétrécissement des enjeux du savoir, d'une vision à la fois purement scolaire des savoirs, mais aussi d'un choix socialement très marqué de ces savoirs. Il faut au contraire diversifier les approches et les contenus, comme le propose Edgar Morin avec ses "sept savoirs du futur". L'idée d'un socle commun à atteindre est une bonne idée politique, s'il est calé sur le niveau des programmes actuels qui correspondent, au moins pour le niveau de la scolarité obligatoire, à ce que Claude Lelièvre rappelle : « ce qu'il n'est pas permis d'ignorer » (en rajoutant comme objectif la nécessité de savoir parler anglais).

Pour que les élèves aient effectivement accès à ces savoirs, il convient que l'orientation et les diplômes, les coefficients soient en cohérences avec ces choix. Il faut passer d'une logique de la sélection, utilitariste, à une logique de l'éducation, une entrée vers la culture. Il faut laisser aux élèves le temps d'apprendre ! *Pour que le choix ne soit pas celui d'une sélection par*

échecs à répétition, le premier bilan d'orientation doit être situé après la scolarité obligatoire. Les erreurs, le tâtonnement expérimental doivent redevenir ce qu'ils sont : des outils de l'apprentissage. Jusqu'à 16 ans, les élèves doivent pouvoir apprendre et disposer d'outils d'évaluations à l'image des évaluations actuelles (CE2 , 6°) pour mesurer leur progression. Il s'agit donc et de reculer le moment de la sélection, de l'orientation et de les décrocher des phases d'acquisitions. Ce qui suppose un système de notation moins porté sur la sanction de la faute que sur la mesure de la progression !

3° Introduire des temps nouveaux qui traitent du « sens »

Désormais et ce dès le plus jeune âge, il faut instaurer un temps de discussion... qui ne renvoie pas à une discipline scolaire... Il s'agit d'introduire un moment nouveau, d'expérimenter le sens du dialogue, de la discussion organisée. Inventer de nouveaux rapports accrochés à une pratique, mettre en œuvre une éthique de la discussion. Nous sommes de plus en plus dans l'urgence, dans l'action, et désormais nous avons la possibilité d'être en même temps dans plusieurs lieux à la fois. La réflexion collective, doit désormais reprendre sa place dans ce mouvement, être elle-même en mouvement, elle doit être placée au cœur de la formation, être à la fois objet d'étude, mais aussi réflexion sur les objets étudiés. Il faudrait faire de la réflexion sur sa propre formation sur soi, sur son environnement, une constante de la formation et ce à tous les niveaux, s'interroger sur le sens des savoirs, leurs interactions, leur épistémologie. Un temps particulier sous des formes diverses devrait y être consacré. Sous des formes à inventer qui permettent un dialogue avec des enseignants, des élèves, réagissant ensemble par exemple à l'intervention d'un tiers, d'un intervenant extérieur, d'un chercheur. *Avec cette formule à la mode « individualisation des apprentissages », on est en train de minimiser cette formidable organisation que constitue cette confrontation dans l'acquisition d'un savoir, entre un groupe d'élèves entre eux avec un enseignant.*

Café philo, assemblées générales, confrontation structurée de deux groupes d'élèves, l'un chargé d'être les avocats, l'autre les procureurs d'une idée : peu importe les formes, l'important c'est de vivre l'échange des idées ! N'esquivons pas les savoirs et leur nécessaire acquisition par les élèves. Car si l'on réussissait le reste, l'ambiance, le climat mais qu'au fond les élèves apprenaient moins on aurait échoué. L'objectif n'est pas d'apprendre moins, mais mieux et pour plus d'élèves. Cela passe par une mobilisation individuelle indispensable de chaque enfant, avec de nombreux tâtonnements expérimentaux. Mais cela passe, aussi, par

les réactions, les réflexions que de telles situations suscitent. Les apprentissages procèdent par approximations, recherches, prélèvement d'indices, prises de risques...Les interactions produites par les réponses multiples apportées par d'autres enfants impliqués dans le même type de recherche sont un atout considérable. Chacun pour construire son savoir bénéficie aussi des tâtonnements, des erreurs des autres. Ce ne sont, ni les contenus, ni l'enfant qu'il faut remettre prioritairement au centre, mais c'est ce moment particulier où se réalise cette alchimie particulière. Il faut donc recentrer les moments d'acquisitions sur les savoirs eux-mêmes et donc examiner non seulement « le temps d'exposition des élèves aux savoirs » dont l'IREDU nous dit que c'est un critère essentiel de réussite, mais aussi le comment ! Et la seule « garantie » de la qualité professionnelle, passe non pas par un képi derrière chaque professeur, mais par une structuration nouvelle au sein d'une équipe. Une composante nouvelle doit la capacité à travailler en équipe.

4° Des enseignants, des éducateurs compétents

Il faut un engagement politique fort qui dise clairement ce que l'on attend de la professionnalité des enseignants. Il convient d'imaginer en plus des procédures de recrutement actuelles, des formes type « grand oral », à l'image de ceux des grandes écoles, avec des jurys composés aussi de personnalités non scolaires pourrait permettre d'avancer vers une professionnalisation nouvelle de ce métier. Enseigner, c'est un métier particulier, par la confrontation directe, « en tension » qu'il implique avec des enfants, des adolescents ! c'est pourquoi le recrutement qui permet de devenir enseignant doit désormais intégrer la possibilité le cas échéant, de bifurquer vers un métier administratif. Inutile de dire qu'il faudra porter une attention particulière sur la formation initiale et continue proposée et qu'il faudra d'abord décider quelle type de réforme on met en œuvre, les grands principes qui l'organise avant de simplement « ripoliner » une nouvelle fois les centres de formation et leurs formateurs et de repartir pour un tour vers de nouvelles déconvenues !

5° Un pilotage par indicateurs

Il faut introduire des *outils opérationnels*, une culture de l'évaluation, qui permette de rétro agir sur le système, sur ce que produit le système et sur la qualité de l'enseignement. Un pilotage à partir d'indicateurs multiples (type DEP) qui soient mis à la dispositions et qui puissent être traités par les équipes éducatives pour permettre une amélioration, une évolution

progressive du système mais surtout que la phase remédiation post-évaluation ne soit pas une nouvelle fois de la poudre aux yeux. Il ne suffira pas de dire que la plus value immatérielle, est toujours difficile à mesurer, de déclamer que l'école n'est pas une marchandise ! Simplement, parce qu'existe déjà une évaluation, externe, celle des parcours d'excellence qui concernent en premier lieu les plus favorisés et qui agit sur l'ensemble du système. Le classement des lycées existe déjà, les parcours qui y conduisent aussi, avant même qu'ils ne soient rendus publics par le *Monde de l'Education*.

Pour que 13 millions d'élèves puissent disposer d'un lieu d'étude, et de vie, propice à leur épanouissement, il faut aussi que l'éducation nationale puisse organiser un meilleur dialogue avec l'ensemble de la société via des *médiateurs qui articulent le travail scolaire avec la cité*. Plutôt que de vouloir leur faire jouer les rôles de sergents recruteurs ou de petits chefs pédagogiques, il convient de faire des responsables d'établissements, des « facilitateurs », des médiateurs et parfois des recours pour certaines situations particulières. Pour ouvrir l'école, pour que des temps existent au cœur de l'école qui ne soient pas des temps strictement scolaires, pour qu'existent par exemple des salles d'accès libre à internet, il y a besoin d'une interface qui puisse avoir les moyens de gérer ces temps avec une pluralité de personnels, de négocier avec les différentes collectivités des conventions etc ... Parallèlement, il faut introduire des temps de dialogues structurels avec les parents d'élèves, les élèves aussi sans confusion sur les rôles respectifs des uns et des autres. Ce temps structurel banalisé peut permettre d'envisager en temps réel, la mise en œuvre d'une nouvelle co-responsabilité qui peut aller jusqu'à des formes nouvelles pour les élèves les plus âgés d'un temps particulier d'aide aux devoirs d'élèves plus jeunes !

C'est peut être sur *la question des métiers de l'encadrement des établissements* que se situe la plus grosse faiblesse. La formation et l'encadrement par les « pairs » les sortis du rang, idée séduisante et toujours applaudie montre ses limites. L'avenir de notre société passera peut être un jour par des infirmières qui diront aux chirurgiens comment opérer, mais il est aujourd'hui nécessaire, surtout quand on prétend défendre l'éducation comme un outil de progression, de reconnaître la professionnalité des métiers quel qu'il soient et se dire que d'avoir été enseignant ne prépare pas naturellement à des tâches d'encadrement, de réflexion sur les formations, etc...

Ces quelques principes nous semblent devoir permettre la construction d'un ensemble de propositions qui peuvent être la base de l'architecture d'une réforme pour l'éducation.